



DÉLIBÉRATIONS

Le 15 octobre 2024 à 15h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,
Madame MARCASSIN Marie-Françoise ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE

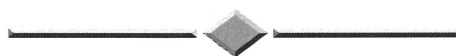
Étaient excusées :

Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI, Madame Mireille VACHE-PICAT

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 8 octobre 2024



DÉLIBÉRATIONS

22 BUDGET PRIMITIF 2025 - BUDGET E.S.A.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le budget primitif 2025 de l'Equipe Spécialisée Alzheimer (E.S.A.) retrace l'ensemble des dépenses et recettes prévues pour l'année 2025 sous réserve d'acceptation par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Une réforme nationale de la tarification des S.S.I.A.D. a impacté les dotations des exercices 2023 et 2024, qui se basent dorénavant sur la typologie du public traité et non plus uniquement sur une dotation fixe par place théorique. L'E.S.A. perçoit une dotation fixe, globalisée dans l'arrêté de dotation du S.S.I.A.D.

En raison de travaux supplémentaires nécessaires à l'élaboration des dotations selon la nouvelle logique tarifaire, l'ARS communiquera le montant de la dotation 2024 en décembre 2024, après la date limite de vote du budget primitif 2025, fixée au 31 octobre 2024 (article R.314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles).

Or, l'arrêté de dotation de l'année N inclut la dotation transitoire pour l'année N+1. Le projet de budget est par conséquent basé sur la dotation prévisionnelle évaluée en DM1 de l'exercice 2024.

Les chiffres comparatifs sont donnés par rapport au budget primitif 2024.

Fonctionnement : 198 224 € soit -12 372 €

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 195 124 € soit -13 372 €

En raison de la réforme nationale de la tarification des SSIAD, la décision tarifaire de l'ARS pour 2024, qui fixe de manière transitoire la dotation fixe 2025 de l'ESA n'a pas encore été reçue. Un montant prévisionnel pour l'exercice 2023 de 195 124 € a été évalué pour 2025.

A titre de comparaison, la part de dotation fléchée sur l'ESA dans le total voté 2024 est de 184 506 €. Au CA 2023, elle s'élevait à 195 712 €.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 3 100 € soit +1 000 €

Ce chapitre se compose de la participation des agents aux chèques déjeuner et des remboursements de l'assurance statutaire, dont la moyenne des derniers exercices justifie l'augmentation prévisionnelle de 1 K€.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 6 150 € soit -750 €

Les crédits prévus à ce chapitre regroupent :

- Divers achats : 4,75 K€, comprenant l'augmentation des carburants (-1K€)
- Voyages, déplacements et réceptions : 350 €.
- Télécommunications et divers : 1 000 €

DÉLIBÉRATIONS

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 173 204 € soit -8 372 €

Sans certitudes sur le niveau de financement de l'ARS du fait de la réforme de la tarification des SSIAD, qui intégrera une partie fixe et une partie liée à l'activité, l'ajustement à la baisse des dépenses de personnels affectés à l'E.S.A. s'appuie sur le niveau de réalisation des dépenses de personnels constaté à fin septembre 2024.

Le montant proposé au budget comprend toutefois un pourcentage d'actualisation des traitements et charges, et intègre le glissement vieillesse-technicité (GVT).

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 18 870 € soit -3 250 €

- Locations des locaux, charges locatives et diverses locations de matériels : 6,9 K€ (+1K€ en raison de la location longue durée de 2 nouveaux véhicules courant mars 2025),
- Maintenance informatique et équipements : 1,5 K€,
- Assurance statutaire, assurance des véhicules de service et responsabilité civile : 5,9 K€ (-2,7K€ concernant la cotisation à l'assurance statutaire),
- Frais de stationnement sur voirie des véhicules : 2,4 K€,
- Documentation et autres frais divers : 0,1 K€.

Le budget de l'ESA ne comporte pas de section d'investissement.

Ledit budget est annexé au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU l'Article L315-15 du Code de l'action sociale et des familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT les prévisions présentées ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le budget primitif de l'E.S.A. pour l'exercice 2025, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 198 224 €.

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 195 124 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 3 100 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 6 150 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 173 204 €

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 18 870 €

DÉLIBÉRATIONS

Investissement :

Le budget de l'ESA ne comporte pas de section d'investissement.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation

 
Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.